



Des valeurs des un-es et des autres...

Déclaration préalable de SUD Éducation 34 pour le CDEN de l'Hérault du 20 octobre 2021

Liberté, égalité, fraternité. Laïcité. Solidarité

Ce samedi 16 octobre nous avons rendu hommage à Samuel Paty, enseignant assassiné pour avoir fait son métier : enseigner la liberté d'expression et la laïcité. Nous avons choisi de le faire hors de l'institution, puisqu'une fois encore, le ministère a bâclé l'organisation de ce moment en ne dédiant aucun temps de concertation aux équipes.

Monsieur le Préfet, récemment arrivé dans le territoire héraultais, a souhaité imprimer sa marque sur le territoire, comme sur un fief nouvellement acquis.

La solidarité, vous l'avez oubliée : en expulsant les familles de campements roms, vous avez détruit le lien qui avait été patiemment construit par les familles et les associations, éducateurs-trices, enseignant-es. Cela prend des années de gagner la confiance des parents ; de scolariser les enfants, d'obtenir l'assiduité en classe, d'engager des parcours de soin et d'accompagnement. Cela vous a pris une heure de tout détruire.

Les enfants ont disparu des écoles, pendant plusieurs jours ; nous commençons à les voir revenir, mais dans quel état d'insécurité !

La fraternité a également disparu de vos tablettes. Pourtant légalement informé d'une manifestation de sans papiers venue de Paris à l'occasion des sommet et contre sommet Afrique-France à Montpellier, vous avez tout bonnement organisé une rafle à la descente du train : 7 personnes sur 24 ont été arrêtées sur le quai. Plus d'une personne sur trois. Centre de Rétention Administrative pour les uns, OQTF pour d'autres... Un bilan chiffré certainement éligible à une prime au résultat, à la mode depuis 2002, mais tout à fait déplorable du point de vue moral.

L'égalité est, elle, mise à mal par la politique de casse des services publics menée par ce gouvernement, ainsi que les précédents. Dans l'Education Nationale, le ministre Blanquer réduit le nombre de fonctionnaires au profit d'un nombre toujours plus important de contractuel-es. Le statut du/de la fonctionnaire lui garantit une indépendance pour assurer un service public égal, quelle que soit la situation géographique de son poste ou l'orientation politique du gouvernement en place. Le/la contractuel-le est, lui/elle, asservi-e par la précarité de son contrat, la pression de son/sa supérieur-e (qui l'a recruté-e) et les décisions politiques de court terme.

→ Dans le premier degré, nous avons démarré l'année scolaire avec déjà plus d'une trentaine de contractuel-es en lieu et place de fonctionnaires enseignant-es. Moins de

places au concours, perte de sens du métier, caporalisation des conditions d'exercice : ceci explique sans doute cela.

Parallèlement, Monsieur le DASEN continue d'affaiblir les RASED, qui manquent cruellement aux élèves en difficulté. Ce sont parfois jusqu'à 4 élèves par classe qui auraient besoin d'un tel accompagnement, et qui n'ont rien.

→ Dans le second degré, la démographie galopante depuis des années n'est jamais accompagnée de postes en nombre suffisant. Les heures supplémentaires pour les enseignant-es, ça ne permet pas d'alléger les effectifs des classes qui démarrent l'année à 35 élèves.

Et il manque des AED pour encadrer les élèves sur les temps de transition entre deux cours, aux entrées et sorties des établissements, dans les cantines et les internats...

→ En ce qui concerne l'inclusion des élèves en situation de handicap, la généralisation des PIAL illustre le mépris de l'institution pour les familles et pour les personnels chargés d'accompagner ces élèves. Il manque tellement d'AESH pour accompagner les élèves notifié-es ! Les AESH sont maintenu-es dans des temps partiels imposés, insuffisants pour gagner un salaire décent. Les journées de mobilisation de l'an passé ont contraint le ministre à imposer une grille nationale de revalorisation indiciaire. Mais celle-ci est tellement basse qu'elle se retrouve déjà en dessous du SMIC ! Quel mépris pour un métier aussi essentiel !

La politique sans moyens, ce n'est pas possible. Nous l'avons déjà dit et répété dans les instances, mais les décideurs semblent peu s'en soucier.

Selon l'OCDE, les enseignant-es français-es ont les salaires parmi les plus bas, pour un volume horaire et des effectifs de classe au dessus de la moyenne. Autant dire que le personnel de l'Education Nationale ne se sent pas particulièrement choyé. La revalorisation historique du Grenelle de l'Éducation ne fait rire personne, vraiment.

Nous nous tiendrons toujours aux côtés des personnels et des usagers du service public de l'éducation, et nous les encouragerons à lutter pied à pied contre cette politique néo-libérale qui veut tout déréguler, et tout traiter en chiffres et en dossiers, alors qu'il s'agit d'enfants, d'élèves, de citoyen-nes en devenir. Il s'agit de l'avenir dans lequel il faut investir.

Si vous souhaitez une école porteuse de valeurs, comme le clame le modèle académique de projet d'école, cela a un prix. Et pour l'instant, le compte n'y est pas.